



Étienne Balibar
*Du populisme au contre-populisme:
histoire et stratégie*

POPULISMUS Interventions No. 3

**Thessaloniki
May 2015**

Étienne Balibar

Du populisme au contre-populisme: histoire et stratégie

Conférence, Institut français d'Athènes, 5 mai 2015

Avant toute chose, je voudrais remercier chaleureusement l'Institut Français d'Athènes pour son invitation, qui me fait beaucoup d'honneur, et beaucoup de plaisir comme chaque fois que je viens à Athènes. Elle va nous donner, je l'espère, l'occasion d'échanger des idées et des analyses autour d'un point important, dans un moment dont il est inutile de souligner longuement le caractère dramatique. Ce moment peut être décisif à la fois pour le peuple grec, le plus vitalement concerné, et pour l'Europe tout-entière. Enfin je veux remercier de tout cœur mon collègue et ami Yannis Stavrakakis, auteur d'analyses très importantes à mes yeux, d'avoir bien voulu venir de Thessalonique pour être mon interlocuteur ce soir. Et je vous adresse à tous mes remerciements pour votre présence.

Dans le petit exposé qui va suivre, et qui, pour des raisons de temps, devra se limiter à certaines des questions que soulèvent les débats renouvelés à propos du « populisme », je vais essayer de tenir ensemble quatre aspects ou quatre points de vue sur le problème qui nous occupe. Le premier, très partiellement bien sûr, est un aspect généalogique qui concerne l'origine, l'histoire et les usages mutuellement contradictoires qui sont faits aujourd'hui de la notion de populisme. Il y a des études détaillées sur ce sujet, et Yannis Stavrakakis y a contribué, en particulier dans le livre écrit en collaboration avec Nicolas Sevastakis, dont un chapitre a été adapté par lui pour le numéro spécial récent de la revue « Actuel Marx » (« populisme, contre-populisme »), auquel nous avons contribué ensemble.¹ Le second aspect est, disons, polémique : il consiste à contester certaines confusions graves, nullement innocentes, entre la notion de populisme et d'autres comme celle d'extrémisme, dont découle en particulier l'idée d'une convergence ou d'un fond commun des « populismes » dits « de droite » et « de gauche ». Il faut prendre parti dans ce débat, en essayant aussi de le déplacer et d'en montrer les enjeux réels. Le troisième aspect, sans emphase inutile, est celui que je voudrais appeler théorique : il concerne en particulier l'articulation, et même l'étroite imbrication entre les questions du populisme et celles, respectivement, de la démocratie et du nationalisme, ou plutôt *des nationalismes*, car ils sont très différents entre eux. Mais ceci mène inévitablement à un quatrième aspect, que j'appellerai stratégique, car de telles questions ne peuvent jamais être posées dans l'abstrait, hors du temps et du lieu, ou même en se contentant d'une perspective historique générale : elles se posent différemment dans chaque conjoncture, et par conséquent elles obligent à penser « sous » la

¹ Stavrakakis, Yannis, « Peuple, populisme et anti-populisme : Le discours politique grec à l'ombre de la crise européenne », *Actuel Marx*, no. 54, 107-123.

conjoncture elle-même, en un moment bien précis, comme disait mon maître Louis Althusser.

En guise de préliminaire, et aussi parce que ses thèses me paraissent de la plus grande utilité, je voudrais rappeler quelques positions exprimées dans ce débat justement par Yannis Stavrakakis :

(1) Le débat pour et contre le « populisme » s'intensifie et donne lieu à un « anti-populisme » militant à cause des positions antagonistes qui existent aujourd'hui sur la résolution de la crise européenne, elle-même partie d'une crise financière mondiale.

(2) Le « peuple » comme signifiant et comme force politique est en train d'effectuer un « retour » inattendu dans le champ politique, que personne ne peut éluder, pas même les forces qui – dans une perspective néo-libérale – travaillent à la mise en place d'un régime « postdémocratique » fondé sur le refoulement de l'idée même de souveraineté populaire. C'est pourquoi les oligarchies dominantes, visant à la neutralisation de toute citoyenneté active au profit d'une économie de la consommation et d'une politique de négociations entre l'État et les intérêts privés, qualifient de « populiste » toute tentative pour réinjecter du conflit, et par là-même de la démocratie dans le champ politique.

(3) Hors d'Europe, en particulier en Amérique Latine, on a vu surgir dans les dernières décennies diverses formes de « populisme radical ». Elles ont remis au premier plan le problème de la *représentation des masses*, donc des pauvres ou des « exclus », qui forment l'immense majorité. Les élites européennes semblent redouter quelque chose de semblable, et font tout pour « diaboliser » le populisme, en particulier en traçant une ligne de démarcation entre « passion démagogique » d'un côté et « rationalité » ou « responsabilité » économique de l'autre, ou entre extrémisme et réformisme, et en posant une équivalence entre les « contestations » de l'orthodoxie austéritaire (voire de la construction européenne comme telle) qui viennent de la gauche et de la droite.

(4) Ainsi que le soulignent même des social-démocrates de bonne foi comme Jürgen Habermas, les élites politiques ont dramatiquement perdu le contact avec le peuple. Elles cherchent à instaurer une « gouvernance » dont seraient exclus tout véritable pluralisme, toute idée d'*alternative*, inévitablement conflictuelle. C'est ce consensus que viennent déranger les revendications populaires d'égalité et de justice qui ont resurgi en Europe (et ailleurs) depuis le début de la crise – le plus souvent en dehors des structures traditionnelles de la gauche. Dans leur diversité, voire même leur hétérogénéité, elles incarnent l'espoir d'un « pôle populaire-démocratique responsable, un populisme démocratique porteur de réformes et de transformation sociale. » Cependant, un tel espoir ne pourra se concrétiser qu'à la condition de ne pas se laisser dévoyer vers le « populisme » d'extrême droite, qui ne cherche en réalité qu'à substituer une élite à une autre et une corruption à une autre.

Je trouve ces propositions excellentes et j'adhère à la plupart d'entre elles. Mais, pour les besoins du débat et aussi par principe, je voudrais essayer de les compliquer un peu. Ainsi que je l'annonçais, il me semble que sur le plan théorique le débat concerne avant tout la façon dont s'articulent les trois questions du populisme,

du nationalisme et de la démocratie. Cette articulation n'a rien de simple, elle n'a rien de stable, et je pense qu'elle atteint en ce moment un point de tension extrême, qui concerne en particulier la notion de « souveraineté populaire », dont le journaliste français Serge Halimi (rédacteur en chef du *Monde diplomatique*) écrivait récemment qu'elle devient en ce moment le centre d'un combat qui « résume tous les autres ». En quel sens ? C'est toute la question.

D'une certaine façon la tension a toujours existé, elle est inscrite au cœur des systèmes politiques modernes, parce que, comme l'indique déjà l'étymologie, la notion de « peuple » s'entend en plusieurs sens. Le mot qui est retenu en Grec moderne dans l'usage constitutionnel, *laos*, dont dérive le nom de « populisme » (*laikismos*) (il est assez amusant pour un Français que ce soit un quasi-homonyme de « laïcité » qui est en ce moment un des grands points de fixation du populisme en France...) n'est que l'un de ceux qui désignent ou connotent l'idée de « peuple » dans le langage traditionnel de la politique. Il y en a au moins trois autres qui sont plus ou moins en concurrence entre eux : d'abord *ethnos* (le peuple historique comme culture commune, voire comme descendance généalogique, donc essentiellement la nation ou la nationalité), ensuite *demos* (disons la communauté des citoyens, censée détenir le pouvoir constituant), et enfin *plèthos* (que les langues latines traduisent par la masse, la multitude ou la plèbe). Les systèmes plus ou moins démocratiques que nous connaissons dans l'histoire ne peuvent se construire qu'en organisant une représentation, au sens de *délégation de pouvoir* ou comme disait le philosophe Hobbes, une « autorisation » des gouvernants, qui exclut ou marginalise autant que possible l'intervention directe de la masse, du *plèthos*, dans le champ politique. Mais elle n'y parvient pas toujours, ou elle y parvient de façon plus ou moins radicale : c'est pourquoi il y a des *insurrections*, au sens large, qui peuvent même passer par des procédures électorales, à condition qu'elles soient soutenues par des mouvements de masse, dont le grand exemple en Europe au 20^{ème} siècle ont été les « fronts populaires », et que semble bien faire revivre aujourd'hui la mobilisation démocratique qui s'est formée autour de Syriza et de son arrivée au pouvoir avec un programme de « salut public ». La souveraineté populaire est donc plus ou moins formelle.

D'autre part la question se pose de savoir si elle se confond avec la souveraineté « nationale ». Ici on ne peut pas court-circuiter le fait que c'est dans le cadre des Etats-nations que s'est jouée pendant deux siècles au moins la question de savoir comment s'organise le rapport entre le pouvoir constituant du peuple et le pouvoir constitué de l'Etat et des institutions, ou le rapport de substitution entre les deux. C'est pourquoi l'idée de l'unité nationale, voire de l'identité ethnique, est le grand moyen de compenser les insuffisances démocratiques, en particulier l'insuffisante représentation et participation politique du *plèthos*, de la masse, dans la vie politique et dans l'exercice du pouvoir. Mais il faut dire aussi qu'il y a des circonstances historiques (par exemple les moments de résistance à une occupation étrangère, ou de conquête de l'indépendance nationale, et en particulier de luttes anti-impérialiste) dans lesquelles l'avancée démocratique passe nécessairement par l'affirmation nationale, ou dans lesquelles c'est à l'intérieur de l'affirmation nationale que peut se développer un conflit entre des conceptions de la vie politique

inégalement démocratiques. Tout cela revient à dire, et ce sera l'une des constantes de cet exposé sur laquelle je ne cesserai de revenir, que *la tension contradictoire entre le nationalisme et la démocratie constitue le cœur même du problème politique de la souveraineté populaire que recouvre plus ou moins bien la notion de populisme*, et qui ne se stabilise jamais.

Mais il faut dire aussi que cette façon de décrire le problème est encore trop intemporelle, ou plus précisément qu'elle fait référence à des structures institutionnelles et culturelles qui ne sont plus exactement celles d'aujourd'hui. L'idée de souveraineté nationale est devenue en partie fictive (même pour les Etats les plus « puissants ») à partir du moment où tous les Etats sont devenus dépendants d'une « quasi-souveraineté » globale qui celle des marchés financiers. Je parle de *quasi-souveraineté* non pas pour dire qu'elle est plus faible (au contraire, elle est extrêmement puissante), mais pour dire qu'elle ne s'organise pas comme l'Etat dans la forme d'un centre ou d'un monopole de pouvoir. Alors quand on se pose la question démocratique fondamentale, qui est de savoir comment la plus grande masse possible de citoyens d'un territoire donné peut acquérir le maximum de contrôle et de capacité collective de décider de son propre sort en contrôlant les pouvoirs auxquels elle est soumise, on est bien obligé de répondre qu'une large partie de la réponse n'a plus rien à voir avec l'affirmation d'une souveraineté nationale. Elle pourrait éventuellement renvoyer à une souveraineté « transnationale » si on savait ce que c'est... Mais on est aussi au pied de la difficulté qu'affronte la démocratie aujourd'hui, comme institution et comme idéal politique, parce qu'on sait (ou on croit savoir) comment s'exprime la souveraineté du peuple dans un cadre national (par des élections ou éventuellement des mouvements insurrectionnels), mais on ne sait pas ou on ne voit pas bien encore comment elle s'exprimerait dans un cadre supranational ou postnational, aussi longtemps du moins que des mouvements démocratiques collectifs ne s'organisent pas à ce niveau là aussi, en donnant progressivement un corps et une substance à l'idée d'un *demos* plus large que la communauté des citoyens de l'Etat-nation. C'est ce qui fait la force de l'argumentaire des « souverainistes » (qui forment une partie importante des « populistes » de gauche ou de droite) quand ils expliquent qu'il ne peut pas y avoir de résistance démocratique au néo-libéralisme au niveau européen, parce qu'il n'y a pas de *demos* européen. Mais cet argument se renverse : la faiblesse du souverainisme vient aussi de ce qu'au niveau national on a de moins en moins de prise sur les pouvoirs et les rapports de force réels, sauf à se raconter des histoires sur la toute-puissance de l'Etat et du droit.

C'est bien pourquoi la question de la démocratie européenne est névralgique : l'Europe peut être (et devrait être, dans l'intérêt de ses peuples) un niveau où se construit une plus grande puissance populaire, capable de peser sur l'orientation des processus d'accumulation capitaliste et de domination des marchés financiers dans une grande partie du monde (au moins en leur imposant des règles et des régulations). Et d'un autre côté, si l'Europe n'est pas le cadre d'une invention démocratique collective à la mesure des enjeux de la mondialisation, si elle fonctionne simplement comme une courroie de transmission de la « gouvernance » capitaliste mondiale (ce qui est le cas aujourd'hui, après le virage décisif qui a été pris

en 1990, au moment de la chute du « mur » entre l'Ouest et l'Est, et qui s'est encore accentué avec la crise de 2008), alors non seulement il n'y a pas de contre-pouvoir populaire au niveau européen, mais il y a une désagrégation accélérée de la représentation populaire dans tout l'espace continental et à tous les niveaux de pouvoir, y compris le niveau de l'Etat-nation lui-même. Pour une part essentielle, je pense que l'enjeu des discussions actuelles sur le populisme et ses différentes variantes se situe exactement là : il se situe non seulement dans la question de savoir si les discours populistes expriment bien l'exigence démocratique de « rendre le pouvoir au peuple » en face des différentes structures qui l'en dépossèdent, mais s'ils permettent de bien saisir *le déplacement des lieux de pouvoir*, et la nouvelle articulation entre communauté des citoyens, nation et démocratie qu'appellent les structures du monde actuel et que la crise met en pleine lumière. Or je ne pense pas qu'on puisse répondre à ces questions de façon simple, justement parce qu'il y a des éléments conjoncturels, des rapports de force qui se cristallisent ou non à tel ou tel niveau, et pas seulement des phénomènes structurels ou institutionnels.

Alors ceci me conduit aux deux points suivants sur lesquels je veux insister, et que je prendrai dans l'ordre suivant : d'abord la question de *la différence entre les différents « populismes »*, ensuite la question de la nature des *pouvoirs dominants aujourd'hui en Europe et de leurs éventuelles contradictions internes*.

Je commence par la différence des populismes. Je pense que Yannis a absolument raison de s'employer à démontrer que la réunion de mouvements de droite ou d'extrême droite et de gauche ou d'extrême gauche sous le vocable de « populisme » (en particulier au moyen du recours à la catégorie *d'extrémisme*), est destinée à faire peur au citoyen moyen qui craint les aventures, sur la base du fameux théorème de Margaret Thatcher aujourd'hui pratiqué à longueur de journée par les gouvernements et les institutions de l'Union Européenne (« There is No Alternative »). C'est une imposture intellectuelle et un moyen de paralyser l'initiative démocratique, qui repose toujours sur la mise en évidence et la discussion publique d'alternatives réelles. Il n'y a pas de populisme unique ou convergent, parce que les objectifs de la droite et de la gauche ne sont pas les mêmes, ils correspondent à la fois à des intérêts opposés et à des perspectives d'avenir radicalement différentes, et par conséquent ils ne peuvent se rejoindre. A la limite il faudrait donc les désigner par des noms différents, et la question se pose de savoir quel est le côté qui pourrait se réclamer du « populisme » aujourd'hui en Europe. Cette mystification est un puissant moyen de pression et d'intimidation contre les mouvements démocratiques qui débordent le cadre sclérosé des institutions parlementaires, ou qui en dénoncent la corruption, ou veulent le transformer en lui injectant une participation populaire plus effective. Ils sont naturellement ce que les élites politico-économiques redoutent le plus. Mais tout en étant d'accord avec la critique de cet amalgame idéologique fabriqué à longueur de journée par ce que Yannis appelle « l'anti-populisme » des politologues et des institutions de l'Union Européenne, je voudrais lui ajouter un complément et un correctif qui ne me semblent pas inutiles.

Le complément que je voudrais ajouter, c'est l'idée qu'il est d'autant plus insuffisant et mystificateur de parler d'un « extrémisme » oscillant entre la droite et

la gauche qu'il y a en réalité aussi un très puissant « populisme du centre » : au sens où « populisme » évoque une opinion publique manipulée par des structures de pouvoir contre un « ennemi » imaginaire qui sert à empêcher les citoyens de s'informer et de découvrir où seraient leurs propres intérêts. Je prends le terme de « centre » en deux sens à la fois : le « centre » politique, par opposition aux extrêmes, et le « centre de pouvoir » dominant.

La forme principale sous laquelle se déploie en ce moment ce discours populiste du centre (qui naturellement inclut aussi, de façon tendanciellement hégémonique, les populismes de droite), c'est le discours qui explique que si on permettait à la Grèce de restructurer sa dette, ou même si on acceptait que les Grecs déterminent eux-mêmes les conditions dans lesquelles elle peut être rééchelonnée et remboursée, on imposerait aux autres peuples européens une sorte d'impôt supplémentaire pour des dépenses « anarchiques » dont ils ne sont pas responsables. Beaucoup d'économistes et de journalistes sérieux – en particulier en Allemagne – ont démontré que ceci ne tient pas debout, en particulier cela ne tient aucun compte du fait que si la dette grecque est insoutenable, c'est parce que les banques ont surexploité le pays en profitant de la corruption de ses dirigeants, et parce que les politiques austéritaires imposées au pays aboutissent à le ruiner ; enfin et surtout c'est parce que les effets d'une restructuration dépendraient essentiellement de la façon dont seraient ou non privilégiés les intérêts spéculatifs du système bancaire. Cet argument populiste qui fonctionne en ce moment à l'échelle de toute l'Europe, mais qui n'est généralement pas désigné comme tel, c'est ce que j'appellerai *l'argument du contribuable comme victime* des « mauvais payeurs ». On peut remarquer au passage qu'il a été considérablement renforcé par le fait que des instances publiques européennes, dont la BCE, ont racheté aux banques une partie importante de leurs créances sur le trésor grec. On peut ainsi expliquer à l'opinion publique que les risques ne sont pas pris par des organismes privés, mais par le « peuple européen » lui-même. Cet argument converge assez facilement avec un autre argument apparemment démocratique non dénué d'efficacité, qui est que la Grèce n'a aucune légitimité à vouloir imposer le résultat de ses propres élections à tout le reste du continent, représenté par des gouvernements légalement élus et par des instances qu'ils contrôlent. Cela suppose évidemment que le débat démocratique ait véritablement eu lieu à l'échelle européenne, à la fois sur les causes de la crise, sur ses effets, et sur les moyens de la combattre, ce qui est loin d'être le cas. Car nous sommes dans le règne des diktats technocratiques de l'exécutif. Enfin il recouvre un énorme « secret à ciel ouvert », qui est *la question de la perception et de la répartition des impôts en Europe*. C'est en effet un enjeu démocratique fondamental. Mais quand les instances européennes qui « négocient » en ce moment avec le gouvernement grec exigent de lui une réforme du système d'imposition, luttant contre la fraude fiscale et les privilèges de certaines catégories sociales, ce qui peut se justifier, elles « oublient » ou font mine d'oublier qu'il y a pour toute l'Europe un énorme problème d'évasion, de fraude et d'inégalité fiscales auquel on ne veut pas toucher. On ne veut même pas vraiment le nommer, parce que trop d'intérêts capitalistes et nationaux sont en jeu. Or il représente quantitativement pour le contribuable européen un fardeau et un « manque à gagner » bien plus lourds que l'éventuelle restructuration de la dette grecque... On a ici une illustration massive de ce que j'appelle le

populisme du centre (comme il y a sur les questions de sécurité et de racisme anti-immigrés un « extrémisme du centre », selon l'expression d'Ulrich Bielefeld). La question du populisme comme signifiant hétérogène n'est donc absolument pas une simple question d'extrême gauche et d'extrême droite.

Mais j'en viens alors aussi à ce qui me paraît être un *correctif* nécessaire par rapport à ce que dit Yannis. Mon attention particulière sur ce point vient sans doute que je suis français, c'est-à-dire que je viens du pays où la force politique montante est le Front National, donc le « populisme » de droite et même d'extrême droite, et pas du tout un « populisme » de gauche. Comme d'autres, Yannis a tendance à évoquer la possibilité que des couches, et même des masses populaires se mettent à voter pour l'extrême droite comme un « dévoiement » ou une « perversion » de leurs propres intérêts, à la limite un « faux populisme ». J'ai bien peur que le problème ne soit plus sérieux. Ce dévoiement, si c'en est un, fait partie des symptômes les plus graves et les plus inquiétants de la crise actuelle de la démocratie, et donc du politique comme tel. Naturellement il y a des causes spécifiques : dans le cas français c'est l'incapacité chronique de la gauche radicale à surmonter ses divisions et ses discours idéologiques velléitaires, et ce sont les effets démoralisateurs et même nihilistes du ralliement de la social-démocratie française au néo-libéralisme de combat après l'arrivée au pouvoir du Président Hollande, qui est en train de faire du « socialisme » français (comme du PASOK grec) un cadavre politique, un cadavre qui empoisonne toute la scène nationale. Mais ce ralliement local s'inscrit lui-même dans un cadre beaucoup plus vaste, qu'on pourrait appeler - sur le modèle allemand - la « grande coalition » européenne des partis du centre droit et gauche. Cette « grande coalition » domine les institutions représentatives en Europe, tout en les paralysant. Et derrière tout cela il y a encore sans doute des réalités sociologiques très lourdes et très graves, liées aux progrès de la précarité du travail, qui sont hélas en train de transformer une partie importante de la classe ouvrière en ce que Marx appelait, à propos des paysans, une « masse réactionnaire », et en tout cas une masse protectionniste et xénophobe. Il ne s'agit pas de condamner du point de vue moral, mais de constater ce phénomène qui fait partie des « bases sociales » de la progression des nationalismes partout en Europe, même s'il ne les résume pas et ne se développe pas sans alternatives ou résistances. Ce qui nous ramène une fois de plus à l'idée – toujours la même – que le grand enjeu aujourd'hui pour toute l'Europe est la proportion dans laquelle se combinent les éléments de protection nationale et les projets de démocratisation dans la résistance aux politiques néolibérales de l'Union Européenne, devenues hégémoniques et officialisées depuis que le principe de la concurrence « non faussée » a été affirmé comme la « règle d'or » (un dogme aussi totalitaire à sa façon que celui de la planification d'Etat autrefois en URSS et dans les pays socialistes).

Et il faut dire que, de ce point de vue, Syriza a représenté et continue de représenter un énorme espoir et un exemple à populariser dans toute l'Europe : je ne dis pas qu'il n'y a aucune xénophobie en Grèce, on sait bien que si, et ces jours-ci s'ouvre le procès de certains dirigeants d'Aube Dorée qui en témoigne ; mais il est quand même tout à fait remarquable que le gouvernement grec se batte sur une ligne de *défense de la nation*, contre la crise humanitaire et contre la vente à l'encan de ses

richesses collectives, sans pour autant sombrer dans le nationalisme anti-européen ou dans la xénophobie anti-étrangers. Je remarque d'ailleurs à ce sujet une extraordinaire hypocrisie de la part de la Commission Européenne : d'un côté elle refuse aux Grecs de prendre en considération leur propre politique de redressement de l'économie nationale, et de l'autre elle les supplie d'aider l'Europe à faire face à la situation critique créée par la multiplication du nombre des réfugiés et la pression migratoire en Méditerranée...

Mais une grande partie de la réponse à la question de savoir où se situent les possibilités de résistance et de reconstruction démocratique en Europe, et à la question de savoir si la notion de « populisme » permet de les appréhender adéquatement dépend évidemment de la façon dont on analyse *les structures de pouvoir et les rapports de force* en Europe aujourd'hui, ainsi que la nature des processus de démocratisation qu'il faudrait opposer aux transformations en cours. Et c'est là que je crois que nous avons besoin, en fait, d'une autre terminologie, même si, pour provoquer l'attention et la réflexion, nous pouvons être amenés à nous servir de la catégorie de « populisme », en la retournant contre ceux qui en font un épouvantail (ceux que Yannis appelle les « antipopulistes » militants). C'est ainsi que j'avais dit, il y a quelques années : nous avons besoin d'un « populisme européen », ou d'un « populisme à l'échelle européenne ». Je ne le retire pas, mais je crois que ce n'est pas suffisant. Cela peut même être mystificateur, parce que les processus de dé-démocratisation en cours en Europe et dans le monde sont plus complexes qu'une simple monopolisation du pouvoir par une « élite » ou une « oligarchie » de l'argent et du savoir, et parce que les fronts de lutte sont plus nombreux et plus variés qu'un simple « retour du peuple » sur la scène politique, au sens ancien du terme. Il s'agit de *recréer le politique* à travers la crise actuelle : non pas comme il était avant et là où il était avant, mais sur une nouvelle scène et sous de nouvelles formes. C'est pourquoi au minimum j'ajouterai des formulations telles qu'*invention démocratique* (formule qui vient, on le sait, de Claude Lefort dans un livre de 1981 suscité en particulier par la résistance aux dictatures du socialisme « réel », mais qui s'applique très bien à une partie de mouvements actuels pour la participation et le contrôle effectif des députés par la population, comme le réclame par exemple *Podemos* en Espagne, en le combinant étroitement avec la lutte contre la corruption structurelle de l'Etat et de la classe politique). Ou encore j'ajouterai des formulations comme *développement de la citoyenneté européenne*, non pas au sens d'un passeport commun ou même simplement du droit de vote à des élections au Parlement européen qui sont pratiquement sans effet de pouvoir réel, mais au sens d'une véritable mobilisation à la base, à travers les frontières, de mouvements pour la réforme institutionnelle et la transformation sociale. Leurs objectifs ne manquent pas, depuis la défense et l'égalisation des droits du travail pour limiter la concurrence entre les salariés de tout le continent et lutter contre la précarité, jusqu'aux objectifs de défense de l'environnement, en passant par la solidarité avec l'expérience de Syriza, qui est une sorte de condition minimale du nouvel internationalisme dont nous avons aujourd'hui besoin. Naturellement, j'en suis bien conscient, il ne suffit pas de répéter : il faudrait, nous avons besoin... Il faut être un peu plus concret, et c'est là qu'il importe de bien comprendre par quel genre de structure de pouvoir nous sommes aujourd'hui gouvernés, ou dominés en tant que citoyens européens.

Habermas a inventé cette formule très éclairante : le « fédéralisme exécutif postdémocratique ». De mon côté, il y a quelques années, quand la troïka s'est mise en place et a commencé à exercer son pouvoir pseudo-souverain, ou son pouvoir au-dessus du souverain, en particulier quand les gouvernements grec et italien ont été remplacés sous l'injonction de la troïka, j'avais emprunté une catégorie au marxisme traditionnel (qui lui-même, d'ailleurs, l'avait empruntée à Bismarck), et j'avais dit : nous sommes en train d'assister à une « révolution par en haut ». Ou si vous voulez nous assistons à une « contre-révolution préventive », qui permet à de nouvelles structures politiques de se mettre en place pour s'assurer que les forces démocratiques seront neutralisées. Paradoxalement, sous les apparences de la « gouvernance » technique et de la rationalité économique, ce sont des structures de dépolitisation, ou de *neutralisation de la politique*, mais naturellement elles représentent aussi une façon de faire de la politique. Et de façon très intéressante, ces structures combinent plusieurs genres de pouvoirs : ceux de la Banque centrale Européenne et du Fonds Monétaire International, donc une enclave directe de la mondialisation financière au sein de la gouvernance européenne, bien que pas nécessairement exactement avec les mêmes intérêts pour chacun ; mais encore les pouvoirs des nations dominantes en Europe, donc essentiellement l'Allemagne, dont les dirigeants actuels poursuivent les intérêts de son capital national exportateur, en concurrence avec d'autres pays ; et enfin les pouvoirs propres de la technocratie, c'est-à-dire de la Commission de Bruxelles. Alors évidemment on pourrait croire que tout cet assemblage obéit à une seule volonté et à un seul intérêt, comme dans la représentation marxiste classique – celle qui était « orthodoxe » à une certaine époque – l'Etat obéissait à la volonté d'une classe dominante, ou plutôt lui permettait de se former et devenir consciente d'elle-même. Et la conclusion serait : détruisons cette structure, ou tout simplement sortons-en. Profitons de la crise pour exercer notre « droit de fuite », à commencer par le droit de sortir du carcan de la monnaie commune et de ceux qui la gèrent. Je ne dis pas qu'on ne sera pas obligé d'en arriver là, mais je dis qu'il faut être bien conscients du fait que les résultats, pour chaque peuple à commencer par les plus affaiblis dans la crise actuelle, et pour l'Europe tout entière, risqueraient d'être catastrophiques, parce que la destruction ou la « sortie » en ce sens ne règlent *aucun des problèmes* de développement, d'interdépendance et de solidarité, de régulation du rapport de force entre les Etats et le marché financier mondial, dont dépend aujourd'hui le sort de chaque nation.

C'est pourquoi il faut faire une analyse plus complexe de cette structure de pouvoir, des conflits qui la traversent, et des possibilités de démocratisation et d'intervention politique qu'elle peut néanmoins offrir, de façon à construire une alternative réelle, et non pas simplement à exprimer un refus ou une réaction de défense, si nécessaire soit-elle, sous réserve d'un rapport de forces effectif. Je dirai (et je vous prie de croire que ce n'est pas par démagogie, parce que je parle à Athènes) qu'il faut appliquer ici le « théorème de Poulantzas » : celui qui, vous vous en souvenez, dit que les luttes de classes, les luttes sociales, et les rapports de force entre démocratisation et dé-démocratisation passent *au sein de l'Etat lui-même*. Mais ce qui valait pour l'Etat-nation bourgeois et impérialiste classique dont parlait encore Poulantzas ne vaut-il pas *a fortiori* pour une structure de pouvoir aussi complexe et contradictoire que l'est celle de l'Europe actuelle? C'est toute la question en jeu dans

certains conflits actuels entre marxiste, postmarxistes, militants de l'Europe alternative. Elle n'est pas réglée... Il me semble qu'on peut en voir l'indice à la façon dont les instances européennes traitent le problème que leur pose le changement de gouvernement en Grèce. Je l'accorde immédiatement, la complexité et les tensions internes ne sont pas très visibles, en particulier parce que, dans le cadre de la « grande coalition » dont j'ai parlé, différents Etats européens, au premier rang desquels la France, ont renoncé à faire valoir des projets alternatifs. Mais si on réfléchit, on peut voir que les raisons qui poussent la troïka à l'intransigeance dans les négociations avec le gouvernement de Syriza et aboutissent au blocage actuel se situent à *différents niveaux*, qui ne sont pas nécessairement convergents.

Il y a un niveau qui est très apparent, et correspond à une analyse de classe assez classique : c'est la volonté commune à toutes les composantes de la structure hégémonique en Europe d'empêcher l'exemple de Syriza de faire tache d'huile, donc la volonté *politique* d'éradiquer la mauvaise graine. Pour cela il faut faire en sorte que la tentative démocratique grecque échoue aussi complètement et aussi vite que possible : soit par la chute du gouvernement Syriza, soit mieux encore – si j'ose dire – par son renoncement à ses objectifs, si possible avant que n'aient lieu d'autres consultations sensibles en Europe, en particulier les élections espagnoles. Mais faire échouer Syriza comporte des risques assez élevés : non seulement celui de provoquer des mouvements populaires qui, dans le cadre européen actuel, auraient des effets moraux et politiques assez dévastateurs, mais celui d'affecter la stabilité extrêmement précaire du système financier lui-même, où se combinent les dettes publiques et privées de différents pays. On a beau dire dans l'entourage de M. Schäuble que toutes les précautions ont été prises pour faire en sorte que le « Grexit » ne produise pas d'effets en chaîne sur les banques et les autres Etats, rien n'est moins certain en réalité.

Et ici on touche à un autre niveau déterminant dans la politique actuelle des pouvoirs européens coalisés contre Athènes : un niveau qui est d'ordre économique ou plutôt exprime une *illusion économique*, et une sorte de stratégie *magique* pour la conjuration des risques. L'Europe en effet n'a aucunement régulé la spéculation bancaire depuis 2008 (elle ne l'a même pas fait autant que les Etats-Unis), et par conséquent elle est plus que jamais exposée au risque de nouvelles bulles spéculatives ou de nouvelles faillites, comme le disent un certain nombre d'économistes. Mais elle croit qu'elle peut conjurer ce risque en faisant porter aux Grecs le fardeau principal, ou éventuellement en *envoyant à l'extérieur*, avec le budget grec, une bonne partie des créances insolvables. C'est un calcul extraordinairement hasardeux, auquel il n'est pas certain que tous se rallieront jusqu'au bout – je pense que Varoufakis a eu raison de le suggérer, du point de vue même du capitalisme européen. Donc, le calcul politique qui cherche à « faire un exemple » en punissant les Grecs de l'audace qui a consisté à contester collectivement le traitement dont ils ont été l'objet depuis cinq ans, est bien réel. Mais il serait quelque peu abstrait et même paranoïaque de l'isoler de son contexte et de se le représenter comme un duel entre David et Goliath, le capital européen et le peuple grec, la technostructure supranationale et la souveraineté nationale ou la volonté populaire. Evidemment, pour que de telles considérations aient une quelconque validité politique, dans la

conjoncture actuelle, il faut que les processus de démocratisation soient revitalisés, pour ne pas dire ressuscités en Europe. Il faut donc que les forces se cristallisent et qu'elles se soutiennent les unes les autres. Il faut qu'elles investissent tous les niveaux de l'invention démocratique et de la citoyenneté active : depuis la renaissance du conflit social et idéologique (je suis d'accord sur ce point avec Yannis, qui lui-même suit largement les idées de Laclau et Mouffe), jusqu'à l'exigence d'une plus grande solidarité, et donc d'une plus grande *égalité de droits et de pouvoirs* entre les peuples européens, sans laquelle le renoncement partiel à la souveraineté nationale, ou disons plus positivement, le passage à la « souveraineté partagée », ne serait qu'une mystification. Car il recouvrirait simplement la loi du plus fort, le développement inégal entre les régions de l'Europe, ou même la colonisation rampante de certaines d'entre elles par les autres.

En suivant la suggestion de Kalypso Nicolaidis qui joue ici sur les possibilités d'invention de sa langue natale, on pourrait appeler cela la démocratie au pluriel ou la « démoi-kratie », mais bien entendu ce n'est qu'un nom pour un problème qui n'a pas encore de solution. Une fois de plus, nous sommes ramenés à la question de savoir comment, dans la combinaison entre l'aspect national et l'aspect social de la notion de « peuple » qui est au cœur des contradictions internes du « populisme », ou qui donne un sens réel aux discussions que nous avons à son sujet, la balance va pencher plutôt dans un sens ou plutôt dans l'autre – sans éviter sans doute des secousses plus ou moins violentes auxquelles il faut essayer de se préparer.

Dans certains textes récents, j'ai essayé d'utiliser la catégorie gramscienne de *l'interregnum* pour caractériser la situation actuelle de l'Europe et les effets « pathologiques » qu'elle entraîne. D'autres s'y sont référés également, en particulier Zygmunt Bauman. Le développement galopant des nationalismes fait partie de ces effets pathologiques, non seulement parce que – pour longtemps peut-être, sinon pour toujours, car l'histoire « ne repasse pas deux fois les plats », comme on dit familièrement – il tend à détruire les conditions mêmes d'une construction solidaire des nations européennes dont chacune d'entre elles a un besoin absolu pour entrer dans l'avenir de façon affirmative, mais parce qu'il comporte des dangers mortels pour la capacité démocratique et civique (comme le montre la prépondérance tendancielle des souverainismes de droite sur les souverainismes de gauche en Europe). Mais je ne mets certainement pas tous les nationalismes dans le même sac, ni en général ni dans ce moment particulier. Encore une fois leur signification dépend des circonstances et des urgences qui ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Et surtout je vois que la défense de la souveraineté nationale ne se charge pas partout du même contenu idéologique et social : ici mettant au premier plan l'imaginaire de l'identité ethnique ou implicitement raciale, là mettant au contraire en avant la défense de certaines valeurs de solidarité sociale de base et la résistance à l'élimination des plus faibles par la concurrence et le pillage de leurs ressources. C'est pourquoi, même si je suis absolument conscient du fait que, au moment même où nous avons cette discussion, le gouvernement grec et le peuple grec qui le soutient majoritairement sont dans une situation extraordinairement délicate, une situation dangereuse mais non pas absolument désespérée, je redis que leur politique est porteuse pour nous tous, citoyens européens et partisans d'une *autre Europe*,

d'un espoir fondamental. Parlant en tant que français et Européen, je dis donc : discutons de toutes les stratégies, de tous les rapports de forces, de toutes les alternatives, mais ne ménageons pas notre soutien, car c'est notre avenir qui en dépend. Notre avenir n'est *pas* la continuation du système institutionnel actuel et du système de pouvoir qui s'en est emparé en profitant de circonstances historiques massivement défavorables au *plèthos*, qui forme la partie la plus importante du *demós*. Mais il n'est *pas non plus* la dissolution de tout projet européen, que ce soit sous la forme d'un projet de retour à la pureté raciale de la nation française, comme en rêve chez nous le Front National, ou sous la forme évidemment beaucoup plus noble et respectable, même si je la crois erronée, d'une stratégie renouvelée de « socialisme dans un seul pays », telle que je crois la lire chez certains de nos camarades de la gauche marxiste orthodoxe. Il faut clarifier tout cela, et la discussion sur le sens et les usages de la catégorie de « populisme » doit justement y contribuer. Sans une *autre Europe*, il n'y aura pas ou plus d'Europe du tout, car le néolibéralisme est destructeur de toutes les solidarités, de tous les projets communautaires. Et sans Europe il n'y aura plus de nations, ou seulement des nations esclaves du marché. Mais, répétons-le autant de fois que nécessaire, cela suppose que l'Europe ne soit plus l'instrument pur et simple de la concurrence. Donc il faut la réformer, « à chaud », à partir de la crise elle-même. Cela ne veut donc pas dire du tout qu'il faut renoncer à l'intransigeance et à l'audace. La « révolution » anticapitaliste n'est pas à l'ordre du jour, mais tout coup d'arrêt qui serait porté aux politiques d'austérité dominant aujourd'hui la scène européenne, ouvrant la possibilité de faire valoir des alternatives et de recruter à travers les frontières des soutiens pour les concrétiser politiquement, serait par lui-même « révolutionnaire ». Telle que je crois la comprendre, la voie étroite – très étroite - que suit en ce moment le gouvernement Syriza va dans ce sens, et c'est pourquoi je suis avec ceux qui la défendent et l'encouragent.

Étienne Balibar est Professeur émérite de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense.



POPULIST DISCOURSE AND DEMOCRACY
POPULISMUS



www.populismus.gr



POPULISMUS: POPULIST DISCOURSE AND DEMOCRACY

Populism is dynamically and unexpectedly back on the agenda. Latin American governments that dismiss the so-called "Washington consensus" and extreme right-wing parties and movements in Europe advancing xenophobic and racist stereotypes exemplify this trend. More recently, emerging social movements and parties in Southern Europe that resist the current administration of the global financial crisis and the Tea Party movement in the US have also been branded "populist". The POPULISMUS research project aims at the comparative mapping of the populist discourse articulated by such sources in order to facilitate a reassessment of the category of "populism" and to develop a theoretical approach capable of reorienting the empirical analysis of populist ideologies in the global environment of the 21st century. Building on the theoretical basis offered by the discourse theory developed by the so-called "Essex School", POPULISMUS adopts a discursive methodological framework in order to explore the multiple expressions of populist politics, to highlight the need to study the emerging cleavage between populism and anti-populism and to assess the effects this has on the quality of democracy. Through the dissemination of its research findings we anticipate that the synthetic analysis of populist discourse it puts forward and the emerging evaluation of populism's complex and often ambivalent relationship with democracy will advance the relevant scientific knowledge, also enabling the deepening of democratic culture in times of crisis.



ARISTOTLE
UNIVERSITY OF
THESSALONIKI
SCHOOL OF
POLITICAL SCIENCES



European Union
European Social Fund



OPERATIONAL PROGRAMME
EDUCATION AND LIFELONG LEARNING
Investing in knowledge society
MINISTRY OF EDUCATION & RELIGIOUS AFFAIRS
MANAGING AUTHORITY



NSRF
2007-2013
EUROPEAN SOCIAL FUND

Co-financed by Greece and the European Union

POPULISMUS is implemented within the framework of the Operational Program 'Education and Lifelong Learning' (Action "ARISTEIA II") and is co-financed by the European Union (European Social Fund) and national funds.